

Anna NAWROCKA

Antony Klobukowski, diplomate français d'origine polonaise (1855 – 1934)

« Antony Klobukowski au service de la France à travers le monde » : cet article paru il y a quelques années dans la presse bourguignonne, suscita notre curiosité par le nom du héros qui indiquait son lien avec la Pologne¹.

Si bien que la décision fut prise de s'intéresser à ce diplomate français, qui commença sa carrière il y a un siècle.

La situation politique de la Pologne à l'époque (entre autre, les différents partages du pays et les tentatives d'insurrection du peuple), décida du destin de la famille Klobukowski. C'est ainsi qu'en 1831, environ 10000 Polonais durent se réfugier à l'étranger afin d'éviter les répressions des gouvernements occupants.

Ce fut la France qui se révéla être la plus accueillante pour les immigrants polonais, que l'on appelait les "Français de Nord". C'était la conséquence de l'amitié qui reliait les deux pays depuis longtemps, et de la fraternité de l'armée à l'époque napoléonienne. On n'oublie pas également l'hospitalité des Polonais très accueillant envers les réfugiés français qui craignaient alors les actions des révolutionnaires en 1789.

Les Polonais vinrent en France après le renversement de l'Insurrection de Novembre pour éviter la mort et la déportation en Sibérie. Là, ils trouvèrent une deuxième patrie où ils purent continuer leur vie. Grâce à leur adaptation facile et leur connaissance des langues étrangères, ils trouvèrent très vite leur place dans la société française. De leur côté, les Français apprécièrent les valeurs pa-

¹ Jean-Pierre Rocher, « Antony Klobukowski au service de la France à travers le monde », L'Yonne Républicaine, 5.08.2000.

triotiques et intellectuelles des réfugiés, et c'est pourquoi ils furent plutôt favorables à l'accueil des Polonais.

C'est dans ces conditions qu'arriva le lieutenant Roman Klobukowski en Bourgogne, à Auxerre précisément. Il travailla d'abord comme enseignant de la langue allemande, puis comme fonctionnaire à la préfecture locale. Suite à son mariage avec Anne Colin, ce qui lui permit d'entrer dans l'une des familles les plus anciennes de la ville, cinq enfants vinrent au monde, dont l'un, né en 1855, fut le fils Antony.

C'est lui qui fera une carrière remarquable comme diplomate français. A plusieurs reprises, il sera chargé de certaines fonctions qui l'obligeront à prendre des décisions importantes pour la France.

Après un parcours scolaire qui l'a fait passé par l'école polonaise de Paris² et par le collège d'Auxerre, et après avoir obtenu sa licence de droit et de commerce, Antony Klobukowski commence sa carrière professionnelle en tant que fonctionnaire à la préfecture. Au moment où il devient directeur du bureau du préfet, Charles Thomson est nommé représentant du gouvernement français dans l'une des provinces d'Indochine. Ce dernier, appréciant les qualités intellectuelles et diplomatiques de son nouveau collègue, décide de le prendre avec lui.

Klobukowski ne se doute pas qu'il quitte alors la France pour 15 ans et qu'il fondera sa famille là-bas, en Extrême-Orient. Cette mission avait pour but le renforcement de la position du gouvernement français dans ces régions. Klobukowski s'enrichissait de ces expériences diplomatiques, et en travaillant sur le terrain, il découvrait la source des problèmes, ce qui, plus tard, l'aida à les résoudre.

Personne ne fut étonné de voir que le diplomate français suivant, Paul Bert, qui hérita du poste en 1886, garda Antony Klobukowski auprès de lui pour ses qualités et son expérience, et le nomma directeur de son bureau. Bientôt, les liens entre les deux hommes devinrent plus proches, puisqu'en 1889, Klobukowski épouse la fille de Paul Bert, Pauline, qui l'accompagnera désormais dans toutes ses missions.

De Yokohama, Klobukowski part à Calcutta, et en 1901, il est nommé ambassadeur à Bangkok, où il séjournait déjà durant ses missions précédentes. A la fin de son séjour en Extrême-Orient, grâce à ses relations avec Clemenceau,

² L'Ecole Polonais fut créée en 1842 par les émigrants polonais venus à Paris après 1831. Elle prit son nom de la rue Batignolles dans laquelle se trouvait son premier siège. Puis elle est déplacée en 1874 quelques rues plus loin (rue Lamande), où elle existe encore aujourd'hui. C'est grâce à un décret de Napoléon III datant du 8 avril 1869, que cette école obtint le titre d'institution publique.

Antony Klobukowski reçoit le poste d'ambassadeur à Lima et eut ainsi la possibilité de continuer ses voyages.

Après l'Asie et l'Amérique, sa carrière s'engagea sur un nouveau continent, l'Afrique. Mais il ne resta pas longtemps au Caire et se rendit cette fois en Ethiopie, où il représenta le gouvernement français en tant que ministre plénipotentiaire aux côtés de Ménélik II. Il profite de l'occasion pour négocier et convaincre Ménélik de la nécessité de construire une ligne de chemin de fer reliant Djibouti avec Addis-Abeba, qui au début du XX^{ème} siècle, s'arrêtait à Harrach.

En 1908, prenant en compte les expériences passées de Klobukowski, ses supérieurs de Paris l'envoient de nouveau en Indochine, où, suite à la victoire des Japonais sur les Russes, la situation s'aggravait. Il est nommé Gouverneur Général de cette région, et il est donc, après Paul Doumer et Paul Bert, le troisième occupant de cette fonction si haute et honorable.

Depuis son précédent séjour en Indochine, les conditions avaient beaucoup changés. Il dut donc se concentrer sur le développement économique du pays et sur l'arrangement de son administration. Pour cela, il fallait améliorer les contacts avec les indigènes, et tout faire pour que la coopération soit basée sur une confiance réciproque.

Entre temps, en Europe, on sentait la guerre qui s'approchait, et en 1911, Antony Klobukowski est de nouveau nommé ministre plénipotentiaire du gouvernement français, mais cette fois, aux côtés du roi belge Albert I^{er}. Il restera sur ce poste pendant 7 ans, même pendant la première guerre mondiale. Durant cette première mission, il rencontra le roi Albert I^{er} à plusieurs reprises, de manière plus ou moins officielle. Ces rencontres seront méticuleusement relevés dans ses mémoires, ainsi que le fait que la Belgique fut forcée par les Allemands à participer à la guerre, suite à la dénonciation du pacte de non-agression signés par les deux pays. Dans « Souvenirs de Belgique », Klobukowski raconte, jour après jour, et souvent heure après heure, les actions du gouvernement belge, les réactions du roi, de l'armée et de la population civile durant cette période difficile.

Dans son journal-souvenir, l'auteur décrit les situations, partage ses impressions et rapporte les conversations auxquelles participaient les généraux, les soldats et les civils. Grâce à lui, à partir du mois de juin 1911, nous sommes les témoins des événements qui conduiront aux quatre longues années de la guerre 14-18, remplis de milliers de victimes. Grâce à sa position de diplomate français en Belgique, à ses nombreux contacts, et à sa participation active aux événements, Antony Klobukowski offrait une vision objective, vaste et analytique des faits, qui entraînèrent un conflit engendré par des actions de type "tous contre tous". Ce désordre politique et militaire n'était favorable qu'à un seul pays : l'Empire Allemand.

En parcourant ses mémoires, écrit souvent sur un ton officiel, on peut apercevoir, entre les termes économiques et juridiques, le fils du romantique polonais qui à côté des chiffres et du concret, savait aussi voir les gens.

Lorsqu'il était encore Gouverneur Général de la France en Indochine, il essayait toujours d'utiliser des arguments appropriés, afin de convaincre ses compatriotes et les indigènes que souvent, la meilleure solution dans la vie est de trouver des compromis à temps.

Ainsi, le 27 novembre 1909, le jour d'ouverture de la session du Conseil qu'il présidait, Klobukowski précisa sa méthode d'analyse des difficultés dans son discours³. Son but était de présenter tous les problèmes, qui selon lui avaient tous deux faces : le point de vue officiel, qui était complété par les observations du terrain. Grâce à cette nouvelle méthode d'analyse de la situation apportée par Klobukowski, il réussit à rester en contact avec les autochtones, et à les préparer à une participation active de la vie de leur pays.

Dans chaque rapport, le gouverneur prêtait beaucoup d'attention aux problèmes économiques et aux possibilités réelles d'exploitation du potentiel naturel du pays, afin d'augmenter le niveau de vie de ses habitants.

A cet égard, il était très optimiste, et prouvait que l'amélioration de la vie des indigènes se trouvait dans l'exploitation raisonnable des ressources naturelles, qui pouvaient permettre à l'Indochine de préserver la paix dans l'avenir.

Pour conserver les meilleures relations possibles avec les habitants du pays, et pour mieux connaître leurs traditions, Klobukowski offrit la possibilité aux représentants autochtones les plus âgés de devenir membres de la Commission du Conseil. C'était une entreprise très habile d'un point de vue diplomatique puisque cela satisfaisait les deux parties, et évitait des changements trop brutaux dans les habitudes locales. Car vouloir absolument prouver que notre société est la meilleure a rarement apporté de bons résultats.

C'est pourquoi il ne faut pas être surpris que les autochtones ne nous accordent leur confiance que si leurs intérêts sont mis en valeur. Par exemple, les classes sociales supérieures vont demander à avoir la possibilité de continuer leurs études afin d'élargir leur culture. Tandis que les autres classes auront des demandes plus prosaïques : il leur suffit de savoir que nous prenons soin d'eux, et que nous assurons leur sécurité. Il faut donc se rapprocher d'eux pour mieux connaître leur besoin et les convaincre de la nécessité de notre présence sur leur terre.

Dans ce rapport, Klobukowski présentait aussi des points sensibles de l'état actuel des choses et les réformes prévues dans les domaines de l'éducation, de

³ Discours prononcé par M.A. Klobukowski, Gouverneur Général de l'Indochine à l'ouverture de la session ordinaire du Conseil Supérieur le 27 novembre 1909. Saïgon 1909.

l'agriculture, du commerce, des travaux forestiers, des services médicaux, des travaux publics et de la communication pour une amélioration sociale. Le but de l'exposé était d'évaluer la situation financière et économique du pays, et de préciser la place de l'Indochine par rapport aux autres pays de l'Extrême-orient. Selon lui, il fallait aspirer à la stabilité des contacts entre la France et l'Indochine et à la protection du marché ouvert aux produits français qui pouvaient intéresser les autres pays.

A la fin de son intervention, Klobukowski soulignait que la France, en tant que pays républicain vivant en paix et respectant les autres, était capable d'implanter la paix en Extrême-Orient, et d'utiliser ses forces pour améliorer la vie des autochtones.

Un an plus tard, le 29 octobre 1910, le Gouverneur Klobukowski prononce un second rapport à l'occasion d'un nouveau Conseil Supérieur. On y retrouve de nombreuses propositions déjà mentionnées dans son premier rapport dont certaines réformes étaient entrées en vigueur durant l'année écoulée ce qui lui permit de faire le point.

Encore une fois, Antony Klobukowski soulignait d'une part l'importance de l'éducation, et particulièrement celle des jeunes générations, étant convaincu que l'instruction rapproche les gens et permet plus de tolérance. Et d'autre part, il revient sur les soins médicaux, en espérant que ces offres amélioreraient l'image du protectorat français en Indochine.

Mais, en plus de cela, il restait fidèle à ses idées en rappelant la nécessité et l'importance d'une vraie coopération des Français avec les habitants, car « les premiers apportaient leur capital, leur savoir-faire, et leur capacité à diriger les entreprises, et les autres viennent avec leur propre richesse, c'est à dire un dynamisme, une volonté d'agir, et leur connaissance du pays où ils sont nés⁴. »

« En Indochine, nous ne pouvons rien faire sans les habitants, et c'est uniquement dans ces conditions que la politique commune trouvera des bases solides. C'est pourquoi de notre côté, nous devons nous intéresser à leur état physique et moral, pour qu'ils soient prêt à nous aider en retour. Ils méritent que nous leur réservions la place dominante dans le perfectionnement de leur pays. C'est pourquoi, dans l'administration comme dans les entreprises privées, les postes doivent être avant tout pour eux. (...) Grâce à notre aide, un indigène doit devenir mature, et être capable d'assurer sa place dans le commerce et l'industrie, ce qui commence déjà à être visible⁵. »

⁴ Session Ordinaire du Conseil Supérieur 1910, discours prononcé par M.A. Klobukowski, Gouverneur Général de l'Indochine le 29 octobre 1910, Hanoi-Haiphong 1910, P. 82.

⁵ Idem.

Klobukowski profita de l'occasion pour adresser un appel au Conseil, le convaincant que c'était le bon moment pour faire connaître l'Indochine au monde, et pour changer les opinions fausses et injurieuses envers le pays et ses habitants, créées sur la base d'événements non vérifiés. C'est pour cette raison là, que selon lui, le capital français pouvait continuer d'investir en Indochine en toute confiance, et avec l'assurance que les profits se trouveront des deux côtés.

Dans les textes des discours mentionnés, les mots "colonie" ou "colonisateur" ne furent utilisés pas même une seule fois, ce qui prouve encore l'intuition politique de l'administrateur de l'Indochine au nom du gouvernement français. Par là, Klobukowski montra sa vision moderne de la fonction et du travail d'un gouverneur.

Les expressions que nous sommes habitués à entendre lorsque nous parlons des problèmes coloniaux étaient remplacées par : le soin, la coopération, l'acceptation mutuelle, et la compréhension. La citation ci-dessous qui conclut son discours, est le reflet le plus fidèle de ses pensées et de ses projets :

« Dans cette lutte magnifique de survie, où parfois, les intérêts des gens s'entrechoquent avec les ambitions des sociétés, nous avons un rôle qui nous remplit de fierté. Nous sommes, en Extrême-Orient, les défenseurs de la pensée moderne française : bienveillants pour les travailleurs, apportant notre aide aux nécessiteux, sûrs de nous, mais en même temps convaincus du progrès et de la fraternité des différentes nations. Comme des défenseurs d'un patrimoine national, nous devons être attentifs et dignes de notre mission vertueuse, et une fois notre séjour rempli d'humanisme terminé, nous pourrions conclure que nous servions bien l'Indochine, la France et la République⁶. »

Klobukowski termine donc son activité diplomatique en tant que représentant du gouvernement français par un séjour de sept ans au Royaume de Belgique, où sa mission dure de juin 1911 au mois de mai 1918.

Après son retour en France, il est nommé par Clemenceau Directeur du Bureau d'Information et de Propagande, pour ensuite représenter la France à la Commission des Affaires des Rapatriés au profit de l'ancien Empire Austro-Hongrois.

Finalement, Klobukowski s'installe à Vinoy, près d'Auxerre, où il écrit beaucoup, entre autre ses souvenirs de son séjour en Belgique qui présentent une époque tragique de l'histoire de l'Europe. Publiés en 1928 à Bruxelles, ses Mémoires sont une nouvelle trace de l'activité d'Antony Klobukowski⁷. Ils furent écrits sur la base des notes précises prises par l'auteur lorsqu'il était minis-

⁶ Idem, p. 88.

⁷ A. Klobukowski, ancien Ministre de France à Bruxelles, Souvenirs de Belgique, 1911-1918. Bruxelles, 1928.

tre plénipotentiaire aux côtés du roi Albert I^{er}. A propos de son style d'écriture, on remarque que ses Mémoires sont une combinaison intéressante entre une écriture très sèche, descriptive, sous forme de reportage, et un engagement de la part de l'auteur qui donnent ses impressions, et celles des autres personnages comme le roi Albert et son épouse, les hommes politiques connus de l'époque, les stratèges militaires, les diplomates français, russes, anglais, allemands, austro-hongrois, italiens et américains.

Klobukowski commence ses souvenirs avec une sorte de sentence :

« L'histoire se crée et s'écrit chaque jour. En Allemagne on croit que l'on peut l'oublier. C'est une réflexion répandue parmi les orateurs et les écrivains de ce pays qui désirent débarrasser l'Allemagne de toute responsabilité pour l'éclatement et le déroulement de la guerre. (...) Heureusement, les faits perdureront et ne pourront jamais être falsifiés ou cachés⁸. »

En citant la devise ci-dessus, l'auteur fait référence à l'événement qui eut lieu le 31 juillet 1914, quand le prince Pourtalès, ambassadeur de l'Allemagne à Saint-Petersbourg, s'adressa au Ministre des Affaires Etrangères de la Russie, Sasnov, pour lui demander la suspension de la mobilisation dictée par l'ultimatum du gouvernement autrichien envers le gouvernement serbe après les événements qui eurent lieu à Sarajevo. L'ambassadeur argumentait sa demande par le manque de prétentions du côté autrichien. En réponse, le ministre Sasnov accepta de prendre les décisions indispensables liées à la suspension de la mobilisation, à condition que l'Autriche renonce aux prétentions qu'elle avait envers le territoire serbe.

Cette décision fut transmise par voie diplomatique au Ministère des Affaires Etrangères à Berlin. Cependant, elle ne fut pas acceptée par le gouvernement de l'Autriche qui paraissait ne pas avoir été informé par le côté allemand de ces négociations avec la Russie.

Pendant que les allemands cherchaient un bon prétexte et un lieu convenant où la guerre préparée depuis longtemps pourrait éclater, les pays de l'Entente croyaient encore à une solution pacifique. Hélas, quand le gouvernement anglais invita les quatre puissances afin de discuter de la situation de ce 25 juillet 1914, l'Allemagne n'eut pas de représentant.

La France, en voulant montrer sa bonne volonté de terminer le conflit de façon pacifique, déplaça ses troupes qui étaient alors localisées sur les frontières, de dix kilomètres à l'intérieur du pays. Même les interventions du président des Etats-Unis adressées au gouvernement allemand, en réponse aux messages de l'ambassadeur américain à Berlin, n'apportèrent pas de redressements attendu de la situation.

⁸ Idem, p. 7.

Toutes les actions se révélèrent vaines et les allemands ne changèrent pas de décision. Selon eux, leur victoire dans la guerre était évidente, et ce n'était qu'une question de temps pour que leur puissance s'étende de Dardanelles jusqu'au Canal de Suez. Cette germanisation devait se propager sur l'Asie Mineure et sur les pays méditerranéens. Sa sphère devait également être constituée de la Russie, de la Roumanie, de la Turquie et même la route jusqu'à l'Inde devait se trouver sous leur contrôle.

Cependant, pour que tout cela se réalise, il fallait avant tout s'occuper de la France, par la force si nécessaire, et le plus vite possible. L'Allemagne se mit alors à réaliser son projet, et pour cela, le 31 juillet 1914, l'ambassadeur allemand de Paris présenta au gouvernement français une déclaration dans laquelle, de manière très claire et directe, le gouvernement allemand énumérait ses conditions. La France devait rester neutre, autrement dit, elle était obligée de se soumettre et de laisser les allemands récupérer les fortifications de Toul et de Verdun⁹.

A la fin de son introduction, Klobukowski précise que ses mémoires regroupent les faits qui concernaient directement la guerre et qui prouvaient que les interventions de l'armée allemande contre la Belgique (la première victime de l'agression allemande en 1914), étaient bien réfléchies et planifiées avant d'être réalisées.

« En 1914, jour après jour, je peux même dire heure après heure, en août, septembre et octobre, à Bruxelles, Anvers et Ostende, je prenais notes de toutes les entreprises ennemies. Jusqu'en mai 1918, jusqu'à la fin de ma mission en Belgique, je restai en contact proche avec le gouvernement belge. Même lorsque les temps tragiques de la guerre obligèrent Albert I^{er} à se réfugier en Flandre, c'est à dire dans la région qui marquait les limites du pays, ce roi vaillant, ayant confiance en la justice, le courage, la résistance de son peuple, et les promesses de ses alliés, ne montra jamais de faiblesse et restait persuadé que le destin pouvait encore changer un jour¹⁰. »

Comme l'écrit Klobukowski dans ses mémoires, bien que « plus de neuf ans se soient écoulés depuis la fin de cette guerre terrible qui nous avait été imposée, il allait falloir attendre encore longtemps pour que les blessures profondes se referment. Il ne faut donc pas oublier cette leçon du passé, puisque tout le monde a le droit et le devoir de transmettre ses observations et ses expériences. Moi, je parlerai de l'attitude admirable des soldats et des civils qui méritent d'être inscrite à jamais dans la mémoire des gens¹¹. »

⁹ Idem, p. 9.

¹⁰ Idem, p. 11.

¹¹ Idem.

L'auteur montre comment la machine politique, les accords, les traités et les pactes permettaient de se préparer en cachette, sous l'illusion de la loyauté, et de sortir de l'ombre au moment le plus favorable, sans prendre en compte les signatures et les engagements précédents.

Les mémoires dont il est question, sont une longue histoire qui raconte sept années passées par l'auteur aux côtés du gouvernement et du roi qui, même au moment de la perte de l'indépendance, avait encore de l'espoir et croyait que l'ennemi serait puni pour le mal qu'il avait fait. Ces mémoires sont rendues encore plus riches par la présence de personnages authentiques et par le large panorama social et sociologique du peuple qui, en premier, malgré le trait de non-agression, dut affronter le problème de la guerre.

Klobukowski, en tant que Ministre Plénipotentiaire de France, arriva en Belgique en juin 1911, dans un pays qu'il avait connu auparavant en tant que touriste. Il retrouva donc ce territoire qui n'avait pas changé depuis son voyage touristique, avec son peuple accueillant, bien organisé, avec sa prospérité économique et ses villes et villages bien entretenus, plein de couleurs et de fleurs. Partout où il allait, que ce soit du côté Wallon ou Flaman, il rencontrait des gens contents de leur vie et d'eux-mêmes.

La Belgique, à cette époque-là, était considérée comme un pays ayant une position méritante en Europe, grâce à sa prospérité économique, à une bonne politique intérieure et étrangère du roi Albert I^{er}, et grâce à ses investissements dans sa colonie en Afrique, le Congo. C'est justement le Congo, et d'autres pays africains apportant des bénéfices considérables, qui entraînaient certains malentendus politiques et économiques en Europe, et particulièrement entre la France et la Belgique d'un côté, et l'Allemagne de l'autre. La politique d'ingérence du côté allemand dans les affaires intérieures de la Belgique était de plus en plus prononcée. A partir de 1912, surtout à Anvers, Ostende, Mons et même Liège, on pouvait facilement voir des traces allemandes. Dans certains journaux pro-allemand, imprimés sur le territoire du Royaume de Belgique, on pouvait lire que le "grand empire allemand assure la paix en Europe, en défendant les autorités fondamentales et la foi". La lutte contre le socialisme dont la Belgique était partisane, donnait un prétexte à toutes ces interventions.

En outre, les observations qui datent de 1912, c'est à dire du moment des élections parlementaires, mirent en lumière le partage interne de la Belgique. Le ministre français de l'époque en parlait ainsi : "D'un côté, les Wallons possèdent un potentiel de production, et une classe ouvrière ouverte aux nouveautés importante dont les racines sont plantées dans la culture latine et la langue française, et d'un autre côté, on trouve la région agricole Flamande, qui porte le surnom d' "isolée", qui reste attachée à son passé et à ses traditions et dont les inté-

rêt sont surtout dirigés vers l'Est, ce qui est le résultat de notre langue commune¹².”

Klobukowski explique que dans ce cas, le gouvernement catholique, qui appartenait à la droite radicale depuis une trentaine d'années, devait chercher un soutien dans la région flamande, mais en considérant également l'autre partie, les wallons, dont la dominance et la supériorité étaient de plus en plus marquées. Le pays était donc partagé en deux camps que le roi voulait réunir. Cependant, les réponse n'était pas encore claire : comment permettre cette unification ?

Heureusement, le roi de la Belgique, qui avait eu une bonne éducation scientifique et militaire, su se retrouver dans cette situation problématique, grâce à son autorité. De plus, ses intérêts se concentraient surtout sur les besoins du pays. La solution fut trouvée dans la plus importante des lois de la Constitution belge, qui disait que, en cas de conflit international, la Belgique ne pouvait devenir l'alliée de son occupant. Or, le roi observait avec beaucoup d'attention les événements de l'époque, et c'est pourquoi, dès le 12 novembre 1912, en réponse à son appel, le Ministre de la Guerre informa le Parlement du besoin d'augmenter et de moderniser l'armée. Malgré les différences idéologiques et sociales, les accords et les réformes nécessaires furent rapidement signés par les deux partis, pour le bien de leur pays. Dans ses Mémoires, l'auteur rappelle souvent cette qualité précieuse de la société belge qui, lorsqu'elle était en danger, savait mettre de côté ses malentendus intérieurs pour donner la priorité aux choses les plus importantes, à savoir la défense de sa patrie et de son identité.

En dehors de la Belgique, des Belges, du gouvernement belge, des problèmes de la guerre, de la propagande allemande, du comportement et des réactions des autres pays, comme la Russie, l'Angleterre, l'Italie et les Etats-Unis, il y avait encore autre chose qui paraissait important à Klobukowski et qui lui donnait une grande satisfaction. C'était les relations entre la Belgique et la France.

« La France, véritable amie de la Belgique, observait avec une grande satisfaction comment ce peuple prenait sa responsabilité pour son avenir, en acceptant et en réalisant les décision du gouvernement dirigé par le roi Albert I^{er}, lequel jouissait de la confiance totale de ses sujets. Cette attitude prouvait que les hommes libres, pour qui cette liberté était leur priorité, étaient prêts à tout pour la défendre¹³. »

Voilà pourquoi le désaccord initial du côté des socialistes qui ne voulaient pas accepter la réforme proposée par le gouvernement selon laquelle il fallait at-

¹² Idem, p. 26.

¹³ Idem, p. 30.

teindre au plus vite le niveau militaire des grandes puissances, céda la place au "bien général".

Grâce aux Mémoires de Klobukowski, on découvre à nouveau comment, sous différents prétextes, le gouvernement allemand retardait ses interventions militaires et attendait le moment propice pour dicter ses conditions. Ainsi, en gagnant du temps, il entraînait dans un jeu diplomatique pour se débarrasser des alliés inutiles et en gagner de nouveaux, qui allaient être indispensables pour attaquer l'Europe. Un bon exemple des opérations de ce type était la Belgique, envers laquelle la persuasion diplomatique fut rapidement abandonnée au profit d'une argumentation plus armée. Des méthodes identiques devaient être appliquées en France, ce qui, comme le montra l'histoire, coûta cher à l'Allemagne et ne fonctionna jamais.

Antony Klobukowski développe les arguments qui résultaient de l'analyse de la situation politique en Europe, depuis la Russie jusqu'aux pays baltes, au début du XX^{ème} siècle. C'est une sorte de leçon d'histoire qui permet de comprendre plus profondément le comportement des différents gouvernements durant cette période historique. A partir de ses propres observations et de ses conversations avec les diplomates représentant les pays évoqués, Klobukowski évoque le comportement des allemands qui imposèrent leurs conditions à ces pays, souvent contre leur propre volonté, et qui se retrouvaient soumis à leurs décisions, comme la Hollande, par exemple.

Il était évident que la Hollande et la Belgique se retrouvaient dans une situation très difficile et délicate. Jusqu'alors, la politique de ces deux pays était fondée sur la neutralité, qui leur apportait la garantie de la paix. Or, dans ces nouvelles conditions, ils devaient se déclarer obligatoirement, et le choix n'était pas facile puisque ni l'un ni l'autre n'était préparé. Comme le commente Klobukowski, la Hollande n'osa pas s'opposer à la puissance germanique, tandis que la Belgique, qui savait pourtant qu'un désaccord avec l'Allemagne était dangereux, prit le risque en comptant sur l'aide de la France, de l'Angleterre et de la Russie.

Pendant ce temps, le déplacement des armées allemandes était de plus en plus visible, particulièrement à la frontière avec le Luxembourg, et tout le long de la Meuse. Cette provocation de l'Allemagne en hiver 1913-1914, donna au gouvernement allemand les résultats attendus, et il annonça bientôt à l'Europe qu'à cause du danger provenant de la France, il devait prendre des décisions indispensables afin de renforcer la frontière et d'assurer sa propre sécurité.

Dans la plupart des pays européens, les réactions furent unanimes : on partageait l'opinion selon laquelle l'attentat tragique à Sarajevo contre le prince autrichien, avait été utilisée comme un bon prétexte politique pour entreprendre les opérations militaires officielles. En effet, c'était bien une guerre réfléchie,

préparée et attendue. Ces trois adjectifs sont souvent répétés dans les Mémoires de Klobukowski.

Dans les milieux gouvernementaux concernés, on se rendit vite compte de la situation politique difficile dans laquelle se trouvait certains pays, à cause des projets allemands. La situation la plus incertaine était celle des pays dont la position géographique “gênait” la réalisation du programme de domination germanique, ce qui concernait d’abord la Hollande et la Belgique, puis, la France.

C’est pourquoi, lorsque l’on demanda à Klobukowski quelle était sa position quant à la Belgique, il répondit : “Oui, la guerre a été déclarée, les Allemands vont attaquer la Belgique qui va sans doute riposter. Mais cela ne durera pas longtemps¹⁴.”

La participation de l’Allemagne dans le conflit serbo-autrichien ne laissait place à aucun sous-entendu, car jamais dans l’histoire, selon les commentateurs des événements, l’empereur François-Joseph, ni personne de son milieu, n’aurait pu aller si loin et n’aurait entrepris une opération militaire de cette envergure.

Il est donc certain que c’est le gouvernement allemand et sa pression sur la cour autrichienne qui donna le résultat que l’on connaît. L’Allemagne était déjà préparée, elle attendait seulement le moment propice pour enfin sortir un prétexte et s’engager officiellement dans la guerre.

Comme on s’y attendait, le 4 août 1914, à 10 heures, les forces allemandes entrèrent sur le territoire belge sous prétexte “que l’armée française se déplace tout au long de la Meuse, en direction de Namur. Ces observations ne laissent aucun doute sur les intentions de la France dont le but est d’attaquer l’Allemagne. Le gouvernement allemand, craignant que les armées belges ne soient pas capable d’affronter l’armée française, affirme que la seule solution est d’attaquer les Français lui-même. Il exprime en même temps sa grande indignation face aux événements que la Belgique neutre doit subir. Elle doit en effet supporter, malgré sa position neutre, la présence des armées français qui violent son territoire afin de s’approcher de la frontière avec l’Allemagne¹⁵.”

Dans cette lettre diplomatique, l’Empereur Allemand présente ses conditions au gouvernement belge, qu’il renforce par quelques avertissements :

“Si la Belgique ne prouve pas par son comportement, ses sentiments positifs envers les armées allemandes, et si elle résiste dans ses fortifications tout au long de la Meuse, si elle détruit les rues, les routes ferroviaires, les ponts et les tunnels, les Allemands seront obligés de la traiter comme un de leurs ennemis¹⁶.”

¹⁴ Idem, p. 73.

¹⁵ Idem, p. 92, 93. Cette citation provient d’un document secret intitulé : “Lettre diplomatique de l’Empereur d’Allemagne au gouvernement belge”, Bruxelles, 2.08.1914.

¹⁶ Idem.

Malgré le message très prononcé et le danger évident, la réponse du gouvernement belge fut directe : on rejeta toute possibilité de négociations et on déclara la liberté de défendre le pays dont les droits avaient été violés.

On n'attendit pas longtemps la réaction des autorités allemandes, car dès le 4 août, à 6 heures du matin, dans la lettre du Ministre allemand Beloy-Soleske, adressée au Ministre des Affaires Etrangères de la Belgique, on peut lire : "J'ai l'honneur de vous informer qu'à la suite de la réponse négative de sa Majesté quant aux propositions du gouvernement de l'Allemagne, dans l'intérêt de la Belgique, on entreprendra des opérations nécessaires avec l'armée si besoin est. Cette résolution paraît indispensable afin d'affronter le danger venant du côté français¹⁷."

La guerre devint réalité et commença à absorber de plus en plus de territoires, de plus en plus de pays et d'armées, et comme on le prévoyait depuis longtemps, après la Belgique, ce fut le tour de la France qui combattit pendant de longs mois dans les tranchées. Cependant, les actions militaires ne se déroulaient pas que sur le front, mais aussi dans les cabinets gouvernementaux et dans la presse.

L'opinion publique était très partagée, mal informée et souvent, elle recevait de fausses informations. Les Suisses, les Russes, les Italiens, les Anglais, etc... ne parvenaient plus à distinguer la vérité dans la propagande germanique, qui avait pour but de déstabiliser les sociétés en les convaincant d'une seule réalité : celle répandue par les allemands. L'image de l'Allemagne agressive était falsifiée, et remplacée par des histoires de soldats obligés de défendre la souveraineté de leur pays, prêts à mourir au nom de la patrie dans les tranchées sur les terres françaises.

Dans les Mémoires de Klobukowski, on trouve, d'une part, de nombreux rapports des champs de batailles, comme la tragédie de Verdun et la victoire des forces franco-anglaises dans la région de Picardie ; et d'autre part, certains noms de tacticiens célèbres et de généraux (Foch, Joffre, Castelnau, Pétain, Nivelle, Mangin), de politicien français (Briand, Clemenceau), et d'étrangers, comme par exemple le président Wilson.

On retrouve également beaucoup de valeurs que l'auteur propageait autrefois dans ses rapports de missions diplomatiques : le droit à la liberté, le respect des autres, l'honnêteté et le patriotisme. Ces termes sont des mots-clefs qui dictent sa conduite à ce diplomate français d'origine polonaise.

Bien qu'il ait cessé son travail diplomatique, Antony Klobukowski ne resta pas passif pour autant. Il partagea ses expériences pour enrichir nos connaissances géographiques, sociologiques, ethnographiques et politiques, en publiant ses

¹⁷ Idem, p. 96.

réflexions sur l'Inde, le Japon, le Cachemire, l'Égypte, l'Éthiopie et les provinces du Vietnam.

De plus, intéressé par la vie locale de sa région, il participait en tant qu'auteur à de nombreux articles publiés dans le "Bourguignon". En 1932, grâce à son autorité il fut élu Président de l'Association scientifique de Yonne.

Il mourut à Paris, le 24 avril 1934, et fut enterré à Pontigny, à côté d'Auxerre, où, cent ans auparavant, son père avait trouvé une nouvelle patrie et une nouvelle maison en fuyant les conséquences de sa lutte pour la liberté de la Pologne.